



HAL
open science

Incertitudes italiennes

Marc Lazar

► **To cite this version:**

| Marc Lazar. Incertitudes italiennes. 2018. hal-03458347

HAL Id: hal-03458347

<https://sciencespo.hal.science/hal-03458347>

Submitted on 20 Apr 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

INCERTITUDES ITALIENNES

Marc Lazar (CHSP)

Les Analyses du CERI, 15 mars 2018

<https://www.sciencespo.fr/ceri/fr/content/incertitudes-italiennes-0>

Le résultat des élections italiennes du 4 mars dernier s'avère paradoxal. D'un côté, une certitude se dégage de ce scrutin qui a désigné trois perdants et trois vainqueurs. De l'autre, celui-ci a fait entrer l'Italie dans une phase d'extrême incertitude politique.

Les perdants sont d'abord les deux principaux partis politiques qui, depuis des années, s'efforçaient d'imposer leur hégémonie au sein de leurs pôles respectifs. Au centre gauche, le Parti démocrate (PD) avec 18,7% des suffrages à la Chambre des députés a essuyé un échec cinglant. Il a presque disparu dans le sud et il recule dans ses bastions du centre de l'Italie. Au pouvoir durant la dernière législature, il a été sanctionné pour sa politique, une sanction que les Italiens ont systématiquement appliquée depuis 1994 en "sortant les sortants". Le Parti démocrate paye également la personnalisation et la médiatisation à outrance de son dirigeant Matteo Renzi, lequel a d'ailleurs présenté sa démission aux lendemains de ce désastre. Enfin, la défaite du PD constitue un exemple de plus de la profonde crise de la gauche continentale européenne. Pour sa part, Forza Italia de Silvio Berlusconi avec 14% des voix a réalisé son plus faible résultat électoral depuis sa création en 1994. *Il Cavaliere*, à 81 ans, ne mobilise plus que le noyau dur de ses fidèles et n'arrive plus à agréger derrière lui un arc de forces plus ample, allant des confins de la droite extrême au centre. L'épuisement de son parti, qui n'existe quasi exclusivement que par et pour lui, atteste d'un phénomène plus ample, celui des difficultés d'une droite européenne repérable par exemple en France, en Allemagne, en Autriche ou en Espagne. En Italie comme ailleurs, les partis de gouvernement sont pénalisés. Enfin, le troisième perdant est la petite coalition de la gauche radicale, Libres et égaux, qui ambitionnait d'affaiblir le PD et de rassembler 6% des électeurs : elle n'a recueilli qu'un peu plus de 3% des voix.

Le premier vainqueur est le Mouvement 5 étoiles (M5S) (32,6% des voix à la Chambre des députés). Une formation inclassable dans le panorama des populismes européens. Elle propose un programme à la fois de gauche classique et de gauche post-moderne (comme avec le revenu de citoyenneté) mais aussi écologique et enfin de droite sur les questions de sécurité et d'immigration. Durant cette campagne, le M5S a opéré des changements notables par rapport à 2013, année où il était devenu le premier parti italien avec 25,6% des suffrages. Cette année, il était emmené par un jeune leader, Luigi Di Maio, 31 ans, qui, à l'opposé de Beppe Grillo, s'est présenté, y compris dans son hexis corporel et sa façon de s'exprimer, comme le dirigeant d'une formation crédible. Il a modéré ses critiques à l'égard de l'Union européenne, de l'euro et de ce qu'il appelait jusqu'alors "le business de l'immigration". Enfin, il a accepté le principe d'éventuelles alliances avec d'autres partis. Le M5S, présent un peu partout sur le territoire, a surtout conquis le sud de la péninsule plongé dans une situation de grande détresse sociale. La Ligue est le deuxième grand vainqueur (17,3% contre 4% il y a 5 ans). Son dirigeant, Matteo Salvini, a transformé la Ligue du Nord, formation régionaliste, hostile à Rome et aux méridionaux, en un parti inspiré du Front national français, délibérément situé à l'extrême droite avec ses critiques virulentes des immigrés, de l'insécurité et de l'Europe. La Ligue, solidement implantée au nord, a percé dans le centre et un peu progressé dans le sud. A ses côtés, le petit parti post-fasciste de Frères d'Italie, avec plus de 4% des voix, double ses voix par rapport à 2013. La coalition de centre droit qui regroupe ces deux partis plus Forza Italia et un minuscule regroupement centriste s'est donc fortement droitisée.

Autant l'analyse électorale est simple, autant les *scenarii* pour le futur sont flous car aucun parti ou aucune coalition n'est en mesure d'exercer le pouvoir seul, faute de disposer de la majorité des sièges à la Chambre des députés et au Sénat. La démocratie parlementaire et le président de la République Sergio Mattarella sont donc soumis à rude épreuve pour tenter de former un gouvernement. Toutes les combinaisons possibles seront explorées : une alliance centre droit-centre gauche, une coalition M5S-PD, une union M5S-centre droit, une alliance M5S-Ligue ou encore un gouvernement de "minorité" dirigé par une personnalité qui disposerait, pour un temps limité, d'une courte majorité parlementaire avec en cas d'échec, la possibilité de retourner

rapidement devant les électeurs. Les Italiens sont donc dans l'attente, les Européens également. D'autant plus que ce scrutin a marqué une étape supplémentaire dans le grand mouvement, amorcé il y a un quart de siècle, de désenchantement, de morosité, voire de scepticisme à l'égard de l'Europe.

En effet, l'Italie, pays fondateur de la Communauté européenne et traditionnellement très europhile, a changé d'orientation. Une première fois, au milieu des années 1990, quand les critères de Maastricht ont empêché les gouvernements de continuer à creuser le déficit et la dette publique, qui permettaient d'assurer une forme de paix sociale. Une deuxième fois à partir de 2007-2008, avec la crise financière et économique qui a violemment affecté la péninsule et entraîné austérité, rigueur, récession, chômage, creusement des inégalités et accroissement de la pauvreté. Enfin, à partir de 2013 et au cours des années suivantes, plus de 660 000 migrants sont arrivés dans des conditions dramatiques sur les côtes du pays et les Italiens se sont sentis, à juste raison, abandonnés par les autres Etats membres de l'Union européenne pour gérer cette situation.

Il s'agit désormais de savoir quelle orientation prendra le nouvel exécutif, si un nouvel exécutif peut être formé à l'issue du scrutin parlementaire, sachant qu'un Italien sur deux a voté pour des partis qui, sur le fond, se méfient et critiquent l'Union européenne quand bien même ils ont atténué leurs charges contre celle-ci au cours de la campagne électorale. L'Italie restera-t-elle ce grand pays protagoniste de la construction européenne et de son hypothétique relance ou préférera-t-elle s'en tenir à l'écart ? Telle est la grande question qui se pose aux lendemains d'élections sans doute historiques.